

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 02 septembre 2015

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir - DDCSPP
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire actant la modification de la plage horaire de
fonctionnement des installations**

**Société CHARTRES ENROBES (N° ICPE 401)
sur le territoire de la commune de Gellainville**

1. Situation administrative de l'établissement

La société SOCIETE DES ENROBES DE BEAUCE, fondée en 1985, a pour activité la fabrication d'enrobés à chaud destinés aux acteurs locaux de la construction routière. Elle est filiale à 100 % de la société EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS.

La société SOCIETE DES ENROBES DE BEAUCE pour ses installations situées en zone industrielle de GELLAINVILLE bénéficie :

- d'un arrêté préfectoral du 20 octobre 2010 qui autorise l'exploitation d'une centrale d'enrobage à chaud sur le territoire de la commune;
- d'un récépissé d'antériorité du 07 octobre 2014 actant le bénéfice des droits acquis suite à la parution du décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées

La société SOCIETE DES ENROBES DE BEAUCE a changé de dénomination sociale au profit de la société CHARTRES ENROBES le 11 mars 2013.

2. Nature de la demande

L'exploitant sollicite une modification de la plage horaire de fonctionnement afin que le site puisse fonctionner 16 heures par jour de façon discontinue.

Le fonctionnement 5 jours par semaine et ponctuellement le samedi reste inchangé.

Cette demande provient de la nécessité de réaliser des travaux de nuit sur les voiries, qui selon l'exploitant sont généralement imposés par les gestionnaires de voiries et les différents maîtres d'ouvrage.

La société CHARTRES ENROBES a fourni l'avis de CHARTRES METROPOLE, en tant que gestionnaire de la voirie au titre de la police de la conservation qui concerne l'entretien de la voirie.

3. Instruction de la demande

3.1. Référentiel réglementaire

Le site étant soumis à autorisation, la modification demandée par la société CHARTRES METROPOLE est à apprécier selon l'article R.512-33 du Code de l'environnement, à savoir si les modifications sollicitées ont un caractère substantiel ou non et si elles nécessitent le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

3.2. Analyse des éléments apportés par le demandeur

L'arrêté préfectoral du 20 octobre 2010 indique à l'article 6.2.1 que l'installation fonctionne de 5 h 30 heures à 17 h heures, 5 jours par semaine et ponctuellement le samedi.

Au niveau des impacts éventuels :

En matière d'impact sonore :

- L'étude d'impact du site (référéncée C13F3/09/2275) provenant du dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 10 août 2009 indique que le site est implanté au sein même d'une zone industrielle sans tiers à proximité immédiate (les premières habitations sont à 850 m du site) et qu'il est prévu des expéditions de bitume exceptionnellement de nuit et le week-end ;
- Cette condition d'exploitation n'a pas fait l'objet d'observation lors des enquêtes publiques et administratives ayant conduit à l'autorisation d'exploiter du 20 octobre 2010 ;
- L'évaluation du risque sanitaire est basée sur le fonctionnement 16h/j, 6 j par semaine et 48 semaines par an du tambour sécheur. Elle couvre donc la plage de fonctionnement demandée.

En matière d'impact sur le trafic :

Le gestionnaire de la voirie, CHARTRES METROPOLE, a émis un avis favorable le 21 mai 2015 en concluant à l'absence d'impact sur le trafic de la zone d'activités de GELLAINVILLE, au Jardin d'Entreprises au niveau de l'avenue Louis Pasteur.

Prescription complémentaire :

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement propose que les horaires de fonctionnement de la centrale d'enrobage soient enregistrées sur un système d'acquisition de données et conservées au minimum un an. Ces données sont mises à disposition de l'inspection des installations classées.

4. Conclusion et proposition

Compte-tenu de l'absence d'enjeux, la modification envisagée n'est pas substantielle. Il est proposé d'acter la modification demandée par un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires modifiant la plage horaire de fonctionnement des installations pris après avis du CoDERST en application de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.